12 FR

La crise en Europe et les débats de stratégie
- François Sabado

1. François Sabado: *La question de l'Europe*
2. François Sabado: *La crise, l'Europe, les gauches*
3. Damien Millet, Eric Toussaint: *Europe: Quel programme d'urgence face à la crise ?*

International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

La crise, l'Europe, les gauches

La crise, l'Europe, les gauches

La crise actuelle est globale, mais elle a une dimension spécifique en Europe. L'Europe reste un des continents les plus développés mais sa place dans le monde change. Nombres d'observateurs anlyse la situation de l'Europe comme celle d'un déclin. : La part de l'Europe dans le PIB mondial recule-elle passe de plus de 30% en 2007 à 23 % en 2012. « L'économie réelle » des centres impérialistes en Europe, s'installe dans une logique récessive de longue durée et, même, aucun des experts économiques « orthodoxes » ne s'aventure sur le thème d'une « sortie de crise ».

Cette crise a une double singularité, comme« crise de civilisation », en particulier dans sa dimension écologique, et comme expression d'un « basculement du monde ». Les centres de gravité de l'économie et de la politique mondiale bougent. La crise percute les sociétés capitalistes au centre ou dans leur périphérie immédiate, tandis que des pays comme la Chine ou l'Inde, ou d'autres en Asie, connaissent une expansion durable-il peut y avoir des ralentissement mais la croissance en Chine continue à tourner autour de 8 points après avoir dépassé les 10-12 points.. Dans une moindre mesure, certains pays d'Amérique latine connaissent une longue phase de croissance, même s'ils subissent, aussi, les conséquences d'un certain ralentissement mondial. Mais une des caractéristiques majeures de cette crise durable du capitalisme – la troisième de cette ampleur après celles de 1857 et de 1929 , c'est qu'elle risque de mettre fin à la domination de l'Europe sur le monde et à tout un cycle historique de plus de cinq siècles, ouvert par la découverte du « Nouveau Monde » de Christophe Colomb.

Ces changements ne sont pas conjoncturels mais structurels. Ils affectent tous les équilibres économiques, sociaux et écologiques de la planète. Surtout dans une situation où la globalisation capitaliste recouvre de son empreinte chaque territoire. Ainsi les plans d'austérité qui frappent actuellement l'Europe ne sont pas des énièmes plans d'austérité que le continent a connus : sous les effets actuels de la concurrence capitaliste internationale et d'une pression de plus en plus directe d'un marché mondial unifié de la force de travail, c'est la place du continent européen qui est remise en cause. Maillon faible du système, la globalisation capitaliste exige de l'Europe, pour assurer sa place dans la concurrence mondiale, qu'elle casse ce qui reste du « modèle ».

Les classes dominantes et les marchés financiers visent la réduction de 15 à 20 % du pouvoir d'achat , si ce n'est plus, des classes populaires, quand ce n'est pas plus dans le sud de l'Europe, la destruction des services publics, l'explosion du code du travail. Partout en Europe, les contre réformes, en particulier, celles concernant le marché du travail vont dans le même sens : plus de flexibilité et de précarité. La brutalité de ces politiques d'austérité est d'autant plus forte qu'elle résulte des trajectoires diverses des zones économiques de l'Union : l'Allemagne et ses pays satellites, la France, l'Italie, l'Europe du Sud et, l'Europe de l'Est. Ces contradictions sont d'autant plus fortes qu'il n'existe pas, à la différence des USA ou de la Chine, d'Etat central.

Dans le concert mondial, l'Europe conjugue déclin économique et faiblesse politique. Les tensions, les contradictions internes, les risques d'implosion existent dans plusieurs formations politiques traditionnelles en Europe. Cela se traduit par une attaque en règle des droits et libertés démocratiques. Les tendances « austéritaires » renforcent les traits autoritaires des régimes en place. Cette crise « démocratique » fait directement le jeu des partis néo-fascistes ou populistes d'extrême droite. On ne peut plus écarter, sous la pression de la crise, des alliances ou des réorganisations politiques qui favorisent les rapprochements entre la droite et l'extrême droite. Les politiques de la troïka – UE, BCE et FMI – et celle des marchés financiers se substituent même aux décisions des institutions de la démocratie parlementaire classique. Avec la crise de l'Etat-nation et de la

démocratie parlementaire, les partis traditionnels sont aussi dans une tourmente qui sape leurs bases sociale et politique. Le tremblement de terre politique qui vient de frapper l'Italie en est une bonne démonstration. La droite de Berlusconi perd plus de sept millions de voix. La gauche perd 4,7 millions de voix. Les organisations liées à l'ex-Refondation communiste s'effondrent. Et, surgit, un Beppe Grillo, et ses 8 millions de voix-, expression d'un ras le bol de l'austérité, de la corruption, de l'Union Européenne, mais aussi, leader aux positions politiques problématiques sur les syndicats, les droits des immigrés et dont, la trajectoire est difficilement prévisible.

La comparaison est souvent faite entre la crise actuelle et celle de 1929. Cette dernière avait débouché sur le fascisme et la Seconde Guerre mondiale. Pour le moment, la crise actuelle est contenue. Certains ont avancé l'expression de « crise des années trente au ralenti

LA CRISE HISTORIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN

Au cours des premiers mois de la crise, vers 2008, nous pensions que la crise allait provoquer des réactions, des luttes sociales d'ampleur et le renforcement du mouvement ouvrier. Cinq ans plus tard, c'est un autre scénario qui s'est écrit. Il y a eu et il y a des résistances et des luttes sociales. L'Europe du Sud, la Grèce, d'abord, avec ses 8 journées de grève générale, mais aussi le Portugal et, de manière impressionnante, l'Espagne-avec ses « indignés », des explosions « régionales « comme en Bretagne en France, ses grèves et manifestations- a connu une montée des luttes. En Grèce, Syriza, phénomène exceptionnel et, dans une moindre mesure, en Espagne ou en France, Izquierda Unida ou le Front de gauche ont obtenu de bons résultats électoraux, mais cela peut aussi s'exprimer dans un mouvement comme celui des « cinq étoiles » en Italie. Mais dans aucun des pays d'Europe, un coup d'arrêt significatif n'a été porté aux attaques gouvernementales ou patronales, et ce malgré, des luttes exceptionnelles dans l'Europe du Sud. Surtout ces luttes ne produisent pas de phase de croissance organique du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de vagues d'adhésions massives à des partis ou syndicats.

Aucune tendance réformiste, réformiste de gauche, antilibérale, révolutionnaire n'a connu de développement substantiel, mis à part peut-être la Grèce, avec un important mouvement d'adhésions à Syriza (lors de sa dernière conférence, le parti comptait près de 35.000 membres), même s'il connaît des faiblesses d'implantation et d'organisation. Mais en général, les taux de syndicalisation continuent de reculer, après avoir baissé considérablement dans les années 1980 et 1990. Seule l'IG Metall se maintient en Allemagne. Quant aux partis, ils connaissent une érosion régulière de leurs membres, se réduisant de plus en plus, dans les meilleurs des cas, à de grandes machines électorales. La grande social-démocratie allemande est passée du million de membres dans les années 70 à moins de 500.000 membres ! Il ne reste quasiment plus rien du grand parti communiste italien!

Et même un parti comme le PCF, qui a contenu sa crise après les résultats électoraux du Front de gauche, voit ses effectifs reculer de manière sensible. Le nombre d'adhérents est passé de 78 779 à 64 184 entre les deux derniers congrès. Ils ont été 34 000 à s'exprimer (février 2013) quand ils étaient 48 000 à choisir leur candidat à la présidentielle en juin 2011. « 34 000, c'est le chiffre le plus bas de ces dernières années », note Roger Martelli, historien du PCF et lui-même ancien membre du parti.

Il y a donc une situation singulière, où se conjuguent une crise des plus profondes du système capitaliste et un mouvement ouvrier européen des plus affaiblis. C'est une différence notable avec d'autres situations de crise et, en particulier, celle des années trente, où toutes les organisations et courants avaient connu une croissance impressionnante, tant sur le plan politique que syndical…

« DEJA PLUS ET PAS ENCORE »…

Cet affaiblissement du mouvement ouvrier vient de loin. Il est d'abord le résultat de 30 années d'offensive capitaliste néolibérale qui ont détricoté, démantelé puis liquidé une série de conquêtes sociales. La crise survient alors que le mouvement ouvrier est, déjà depuis des années, sur la défensive. Les modifications apportées aux processus de travail ont été modelées par ces rapports de forces dégradés. Alors que le salariat n'a jamais été aussi large (entre 85 et 90 % de la population active), il est segmenté, divisé, individualisé et, dans des proportions significatives, précarisé. Cela freine incontestablement le développement d'une conscience de classe et des organisations syndicales ou politiques des salariés. Enfin, même dans les pays d'Europe du Sud à forte combativité, un décalage impressionnant s'observe entre l'explosivité sociale et la conscience socialiste. L'absence d'alternative enraye tout projet de transformation socialiste révolutionnaire.

Ces discordances existent dans d'autres régions du monde comme, par exemple dans le monde arabe aujourd'hui déstabilisé par l'irruption de révolutions pour la démocratie et la justice sociale. Les dictatures ont été renversées par les classes populaires et des coalitions rassemblant démocrates, laïques, nationalistes, religieux et révolutionnaires. Les processus révolutionnaires continuent mais, comme le montrent les développements de la situation en Tunisie et en Egypte, mais dans une grande instabilité. Le bilan du nationalisme arabe des années 50-60 comme du stalinisme à l'échelle internationale pèsent, douloureusement, sur la formation d'une conscience socialiste. L'alternative « armée » ou « frères musulmans » dominent, les mouvements sociaux et les mouvements progressistes restent très minoritaires.

Pour revenir à l'Europe, La force propulsive de son mouvement ouvrier s'est renforcée parallèlement à l'expansion de l'Europe capitaliste, alors même que ce mouvement ouvrier était contrôlé par les appareils bureaucratiques du stalinisme et de la social-démocratie. Le recul de l'Europe sur le plan socio-économique s'accompagne d'affaissements culturels, politiques et pèse sur le rayonnement du mouvement ouvrier sur le continent… Bien entendu, certaines contre-tendances compensent ces reculs : des résistances sociales aux attaques du capital, de nouveaux mouvements sociaux comme le mouvement altermondialiste, les indignés, ou nouvelles radicalités dans la jeunesse. De nouvelles expériences sociopolitiques qui bloquent les politiques d'austérité peuvent provoquer de brusques tournants en Europe, comme Syriza en Grèce, par exemple.

Cela a une conséquence du point de vue de la situation internationale. D'un point de vue géopolitique, les potentialités du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux sont considérables dans les nouvelles puissances émergentes, en particulier en Chine. Le poids social du prolétariat chinois, ses progrès dans la lutte pour l'augmentation des salaires, de la sécurité sociale, ses capacités à construire des syndicats, des associations pour les droits démocratiques, des mouvements politiques indépendants peuvent jouer un rôle clé dans une réorganisation des gauches… Mais, dans une situation où le mouvement ouvrier traditionnel « n'est déjà plus », tandis que de nouveaux mouvements -les jeunes indignés et les salariés chinois, indiens, ou autres d'Asie ou d'Amérique latine « ne sont pas encore », ce que la nouvelle époque a de plus prometteur se fait attendre… Pendant ce temps-là, le capital marque des points. Il faut donc être lucide sur les rapports de forces globaux et, pour résister, défendre un projet politique qui prépare des tournants brusques de situation.

UNE SOCIAL DEMOCRATIE « DE PLUS EN PLUS BOURGEOISE ET DE MOINS EN MOINS OUVRIERE »…

L'évolution de la social-démocratie est un bon indicateur des tendances de la situation. La crise des années trente s'est produite dans un contexte de poussée du mouvement ouvrier après la révolution russe de 1917 et a elle-même provoqué une radicalisation des classes populaires et des organisations ouvrières. Tous les courants du mouvement ouvrier, des réformistes jusqu'aux révolutionnaires, ont polarisé des millions de travailleurs. Conjuguée à la montée du fascisme, la crise a poussé à gauche les gros bataillons de la social-démocratie, conduisant des secteurs significatifs de cette dernière

vers des positions des plus radicales.

Aujourd'hui le mouvement de la social-démocratie est inverse : plus la crise s'approfondit, plus la social-démocratie s'adapte au capitalisme néolibéral. Comment expliquer cette transformation ? D'aucuns pensaient que, sous les effets de la crise, des secteurs des classes dominantes, et à leur suite, les partis de l'Internationale socialiste en Europe, allaient s'orienter vers des politiques keynésiennes ou néo-keynésiennes, de relance de la demande, d'intervention publique plus forte. Au contraire, les PS ont relayé, quant ils n'en ont pas été à l'initiative, des politiques d'austérité comme en Europe du Sud ou aujourd'hui en France. Car aucune classe dominante ni aucun Etat ne reprennent à leur compte de politiques keynésiennes ou de compromis sociaux. Au contraire, ces secteurs utilisent la crise pour accroître les taux d'exploitation et de plus-value. La concurrence inter-capitaliste les conduit à une marche forcée pour baisser le niveau de vie de millions de gens. Mais au-delà des grandes tendances économiques, il ya un problème politique : le choix keynésien est le produit de rapports de forces imposés par les luttes de classes. C'est la révolution russe, les poussées des luttes des années 30 ou celles de l'après-guerre et des années 60 qui ont imposé aux bourgeoisies et aux Etats ces politiques.

Aujourd'hui, la dégradation du rapport de forces au détriment des classes populaires n'oblige en rien ceux d'en haut à des politiques de concessions ou de compromis sociaux. A l'inverse, ils redoublent leurs attaques en imposant l'austérité et dictent cette politique à leurs « lieutenants » sociaux démocrates. Du Pasok grec aux autres partis socialistes d'Europe du Sud, en passant par l'ensemble de l'Internationaliste socialiste, règnent les politiques de soumission à la dette, de respect de la règle d'or de l'austérité budgétaire, de défense des intérêts patronaux. Ce processus d'adaptation résulte aussi d'une intégration croissante de la social-démocratie dans les institutions étatiques, les sommets de ces partis aux milieux des marchés financiers et des capitaines d'industrie. L'arrivée d'un Strauss Kahn à la tête du FMI illustre bien ce processus. Lénine, en son temps, avait qualifié les partis socialistes de partis « ouvrier-bourgeois ». Ces partis sont aujourd'hui de « moins en moins ouvriers et de plus en plus bourgeois ». Ils restent liés, par leur origine historique, au mouvement ouvrier, mais leurs liens sont de plus en plus distendus d'avec leur base sociale et politique.

Chaque parti a son histoire et les différences sont notables entre, d'une part, les liens qui unissent la social-démocratie allemande au mouvement syndical et, d'autre part, ceux plus éloignés du parti socialiste avec le mouvement syndical en France. Mais, globalement, leurs rapports au mouvement populaire sont de plus en plus faibles, sapés par leur soutien aux politiques d'austérité. Certains ont connu une perte massive d'adhérents, comme en Allemagne dans les années 90, tandis que des partis, tels que le PASOK, en Grève, peuvent même subir un effondrement ou, comme en Espagne, affronter des crises qui mettent en danger leur existence..D'autres comme le PS portugais , malgré son affaiblissement, a profité lors des dernières élections municipales du rejet de la droite…

Cette mutation qualitative, si elle allait jusqu'au bout, transformerait ces partis en « partis démocrates à l'Américaine », c'est ce qui s'est passé dans le processus de transformation, non de la social démocratie mais du Parti Communiste italien, en parti bourgeois du centre gauche. Cette trajectoire peut être freinée du fait des nécessités de l'alternance politique qui préfèrent que ces partis ne soient pas des partis bourgeois comme les autres. Dans les pays où l'histoire du mouvement ouvrier a un sens, où la social-démocratie est encore forte, cette dernière ne peut jouer un rôle clé dans le jeu et les institutions politiques que parce qu'elle est « social démocrate ». C'est la raison du maintien des références historiques, bien que les partis socialistes de ce début du xxie siècle n'aient pas grand-chose à voir avec les ceux des xix et xxe siècles.

ESPACES ET LIMITES DE LA GAUCHE RADICALE

Ce glissement vers la droite de la social-démocratie a libéré un espace pour les forces à gauche des partis socialistes. Dans les derniers mois, des forces comme le Front de gauche, Izquierda Unida en

Espagne, ou Syriza, l'ont occupé. Les forces réformistes de gauche ont même réussi à regagner une partie substantielle de l'électorat des gauches anticapitalistes ou révolutionnaires, en particulier en France.. En effet, l'espace occupé par la « gauche radicale » résulte plus du déplacement à droite des partis socialistes et de la crise de représentation politique européenne que d'une poussée du mouvement de masse et d'une radicalisation politique de secteurs de la société, sauf en Grèce, avec l'expérience de Syriza. Un phénomène comme celui de Beppe Grillo a, lui aussi, aspiré non seulement les électeurs de la gauche radicale mais aussi des électeurs de droite et de gauche. Les espaces de Grillo ou de Syriza peuvent se recouper mais le mouvement des cinq étoiles n'est pas Syriza, loin de là. Dans un cas, au-delà des aspirations des citoyens qui se sont reconnus dans Grillo dont il faut tenir compte, nous avons affaire à un mouvement aux positions problématiques, dans la cas de Syriza, nous avons un mouvement politique de la gauche radicale.

Dans une situation marquée par des résistances mais aussi par des défaites les partis (comme les partis communistes), qui ont une meilleure implantation sociale et des positions syndicales ou institutionnelles résistent mieux et représentent une alternative plus crédible que les forces anticapitalistes (excepté en Grèce où le KKE, super stalinien et diviseur, s'est isolé même s'il garde une force militante). Mais le rebond électoral de ces formations politiques ne s'est pas accompagné d'un renforcement organisationnel et politique correspondant, ce qui nous renvoie à la dégradation des rapports de forces politiques globaux.

Mais la crise change aussi la donne dans les rapports entre le social-libéralisme et les partis communistes. Ces derniers sont en prise à de nouvelles contradictions entre, d'une part, des intérêts liés aux alliances nouées entre dirigeants socialistes et communistes, et, d'autre part, des politiques d'austérité endossées ou dirigées par les partis sociaux-démocrates, d'une telle brutalité qu'ils rendent plus difficiles des coalitions gouvernementales communes. En Espagne, ces contradictions conduisent Izquierda Unida à s'opposer aux politiques d'austérité mais à participer à un gouvernement avec le PSOE en Andalousie. En Italie, la nébuleuse de l'ex-refondation communiste s'est perdue en restant subordonnée au centre gauche du parti démocratique. En France, le Front de gauche apparaît, pour l'opinion populaire, comme opposé à Hollande, mais que de contorsions pour éviter de s'afficher clairement dans l'opposition de gauche à ce gouvernement ! Combien de votes hésitants et contradictoires au Parlement sur la politique gouvernementale Et il est complètement divisé pour ces élections municipale, le PCF optant dans une série de grandes villes pour l'alliance avec le PS. Il est aussi divisé face à une révolte populaire comme en Bretagne. En France, le Parti de gauche, dirigé par Jean-Luc Mélenchon, a permis, grâce à son alliance avec le PCF, de donner une réelle dynamique au Front de gauche. Les 4 millions de votants pour Mélenchon et les dizaines de milliers de participants aux meetings de la campagne électorale ont constitué un point d'appui pour l'action et le débat contre les politiques d'austérité. Mais là non plus, cette dynamique ne s'est pas traduite par un renforcement des organisations du Front de gauche.

En France, J.-L. Mélenchon représente, au sein du spectre de la gauche radicale européenne, l'exception française, avec son combat pour la « République ». Par bien des aspects, il se montre des plus virulents contre la politique du gouvernement mais il conjugue ses références à la lutte de classes avec un « républicanisme nationaliste » qui ajoute à la confusion des idées et des programmes. Sur le plan politique et historique, sa référence n'est pas la République des communards, qui opposait la république sociale aux classes bourgeoises, mais celle des républicains qui fusionnent, dans leur défense de la république, les mots « nation », « république » et « Etat ». Sur le plan stratégique, cette conception subordonne la « révolution citoyenne » ou « la révolution par les urnes » au respect des institutions de l'Etat des classes dominantes. Et ne croyons pas que ces références sont des coquetteries idéologiques. Elles ont des implications politiques. Par exemple, lors de la campagne présidentielle, il réaffirme dans les Cahiers de la revue de la Défense nationale « qu'en l'état actuel, la dissuasion nucléaire demeure l'élément essentiel de notre stratégie de protection ». Il est d'ailleurs étonnant qu'un partisan de l'éco-socialisme défende la bombe nucléaire française.

Mais c'est surtout face à une question politique clé comme l'intervention française au Mali que les

conceptions de Mélenchon sur l'Etat et la République ont des conséquences. Sa défense de la République le conduit à se questionner pour savoir si « les intérêts français » sont menacés ou pas. S'il rejette « toute intervention néocoloniale », il « prend acte », dans un premier temps,-de l'intervention militaire, puis « souhaite la victoire des forces françaises dans le nord Mali ». Son refus de nommer la politique de Hollande comme celle de l'impérialisme français l'empêche d'exiger l'arrêt des bombardements et le retrait des troupes françaises du Mali.

Encore une fois, ces divergences ne sont pas sans incidences sur l'action politique. Le refus d'une participation au gouvernement Hollande, certains de ses votes au Parlement contre les politiques d'austérité et son soutien aux luttes sociales créent les conditions de l'action commune avec le Front de gauche. Mais ses ambiguïtés avec la majorité parlementaire du PS, le refus de revendiquer l'opposition de gauche au gouvernement, les liens institutionnels qui l'unissent au PS sont un frein dans la construction d'une alternative. D'autant plus que le Front de gauche est actuellement contrôlé par le PCF et Mélenchon, malgré quelques voix discordantes qui ne parviennent pas à entamer les rapports de forces qui le dominent.

LA SINGULARITE « SYRIZA »

Autre chose est la configuration grecque. On ne peut comprendre Syriza sans partir de la crise grecque qui s'est traduit par une destruction sociale sans précédent en Europe depuis la Deuxième guerre mondiale. La démolition socio-économique va de pair avec la décomposition politique des partis traditionnels, en particulier du Pasok. En même temps, les plans d'austérité de la Troïka sont massivement rejetés par la population. La Grèce a connu ses derniers mois 8 journées de grève générale. A l'extrême droite, sur un fond de racisme, le parti nazi « l'Aube dorée » fait une percée. Dans ces conditions exceptionnelles, celles d'une « crise nationale globale », Syriza a été propulsé premier parti de gauche : ses résultats électoraux sont passés de 4,6 à 26,89 %!

Syriza, coalition à l'origine s'est transformée en parti. Il résulte de l'histoire de la gauche grecque, de la crise du mouvement communiste, de son éclatement : Synaspismos, courant majoritaire, provient des courants eurocommunistes des années 70 et a connu crises internes et déplacements à gauche, notamment sous la pression des jeunes générations. Syriza a aussi travaillé avec le mouvement altermondialiste .le KKE, parti super-stalinien, plus organisé, est lui, extérieur, à Syriza. Lors de la dernière Conférence nationale, le Courant de gauche et le pôle de gauche ont présenté une liste séparée qui a obtenu 25% des votes. Si la majorité de Synaspismos reste sur des positions réformistes de gauche, l'instabilité de la coalition, sa sensibilité au mouvement de masse, sa capacité d'attraction des forces anti-austérité, la place de la gauche révolutionnaire en son sein, concourent à donner à Syriza, un rôle radical bien différent de celui du Front de gauche en France.

La force essentielle de Syriza, sa dynamique proviennent à la fois de son opposition radicale aux memorendums de la troïka(UE, FMI, BCE), de son rejet des politiques d'austérité, et, au-delà des formules, de sa réelle défense, d'un programme en faveur des droits sociaux, des services publics, de l'annulation des dettes illégitimes ,de la nationalisation sous contrôle social des banques. Dans cette situation de confrontation aiguë, ces revendications ont un rôle transitoire. Syriza a mené une politique de propositions unitaires vis-à-vis du KKE et d'Antarsya, qui les ont rejetées. Elle s'est enfin engagée pratiquement aux côtés des secteurs en lutte. Syriza est l'expression du mouvement antimemorendum Elle a aussi popularisé la proposition d'un gouvernement des gauches sur un programme anti-austérité, dont le contenu est un enjeu entre la gauche et la droite du parti. Car, à ce jour, il s'agit bien d'un « gouvernement des gauches » , d'un gouvernement de rupture avec l'austérité et non d'un « gouvernement d'Union ou de salut national », comme l'ont déclaré, ici ou là certains responsables de Syriza.

Bien sûr, rien n'est joué. La décomposition sociale gagne chaque jour. Les enjeux au sein de Syriza sont considérables, à la hauteur des pressions exercées par l'UE et les capitalistes grecs. L'orientation réformiste de gauche dominante au sein de Syriza, comme le décalage entre sa force électorale et ses faiblesses organiques, limitent sa capacité d'action. Les tentations de la droite de

Syriza à rechercher un accord avec des secteurs des classes dominantes pour un compromis avec l'UE sont réelles. D'autres secteurs de la gauche, extérieurs à Syriza, discutent de la possibilité d'un projet de reconstruction nationale. Mais, à cette étape, l'UE reste intraitable : pas de salut hors « du mémorendum ».Aussi face aux attaques de la troïka et du gouvernement Samaras, il n'y a pas d'autre perspective que la confrontation, la mobilisation pour renverser ce gouvernement, la bataille pour un « gouvernement des gauches « , et créer à partir du rejet de l'austérité les conditions de premiers pas vers une rupture avec le système capitaliste. Beaucoup dépend aussi de notre solidarité.

GAUCHE REVOLUTIONNAIRE : UNE MUTATION DIFFICILE.

Les gauches anticapitalistes et/ou révolutionnaires sont dans une situation difficile. Alors que nous pensions que la crise allait provoquer une croissance du mouvement ouvrier et une radicalisation politique, nous espérions aussi un développement de la gauche anticapitaliste. Comme nous l'avons vu, un autre scénario s'est écrit. Dans la gauche radicale, ce sont les forces qui avaient déjà une implantation et une présence institutionnelle et électorale qui ont connu un rebond, avec les limites que nous avons indiqué.

Dans le recul politique global que connaît le mouvement social, les gauches révolutionnaires accusent plus fortement le coup. Sans doute, y-a-t-il des explications politico-historiques : trop marquées par la forme, le contenu et les idées des xixe et xxe siècles, elles n'arrivent pas suffisamment à prendre en compte les exigences de la nouvelle époque et la nécessité d'une mutation fondamentale. Sans doute, et le NPA n'est pas le seul exemple en Europe, ni même dans le monde –, les révolutionnaires et les anticapitalistes n'arrivent pas à passer le cap de « l'organisation » au « petit parti populaire ». Sans doute, enfin, y a-t-il une difficulté pour des organisations qui, des décennies durant, ont été à « contre courant » ou dans « l'opposition », à se vivre comme élément d'une réelle alternative politique globale : nous avons des difficultés à faire de la politique !

Ces faiblesses n'ont pas permis au NPA de prendre suffisamment en compte l'émergence d'une force comme le Front de gauche et d'ajuster une tactique politique qui mêle propositions unitaires et lutte politique. Dès lors, il a subi une double tentation : l'adaptation, au nom de l'unité, à la poussée du Front de gauche et le propagandisme sectaire en guise de politique. Cette double tentation guette d'autres forces anticapitalistes et révolutionnaires. Un bilan circonstancié du NPA n'est pas l'objet de cet article, mais le redéploiement des gauches anticapitalistes implique de se dégager de cette double tentation. Redéploiement possible car, même dans des proportions réduites, il existe toujours une base sociale et politique pour l'anticapitalisme.

Cela suppose de clarifier trois questions :

1) Celle de l'unité, unité d'action de l'ensemble des forces sociales, syndicales et politiques, pour une convergence des luttes contre les politiques d'austérité. Elle est décisive, mais doit aussi s'accompagner d'un front unique politique, dans la construction d'une alternative politique contre l'austérité et, en particulier, une orientation pour bâtir une opposition de gauche aux gouvernements sociaux libéraux. En France, cela implique des propositions d'action, de lutte, de débats vis-à-vis du Front de gauche.

2) celle d'un programme d'action anticapitaliste est aussi fondamentale. Comment combiner les revendications immédiates de la lutte de classes courante, pour l'emploi – l'interdiction des licenciements, en commençant par ceux effectués par les entreprises qui font des bénéfices –, les salaires, la défense des services publics et des propositions transitoires de rupture avec la logique capitaliste néolibérale : audit et annulation de la dette, expropriation des banques et constitution d'un service publique bancaire unifié, nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle des travailleurs ; processus constituant pour une réelle démocratie sociale et politique appuyée sur

l’autogestion sociale, Pour une europe sociale et démocratique vers les Etats unis socialistes d’Europe. Ce programme n’est pas un préalable à l’action. Dans une situation de crise exceptionnelle, des revendications élémentaires contre l’austérité peuvent avoir une dynamique transitoire vers la rupture du système. Tout pas en avant sur ces revendications doit être pleinement soutenu.

3) Enfin, la construction d’une force anticapitaliste exige d’avancer une perspective politique de gouvernement de rupture, sur la base de tâches décisives contre l’austérité et la logique capitaliste néolibérale. « Gouvernement des travailleurs », « gouvernement populaire », « gouvernement contre l’austérité », voilà quelques formules générales. « Gouvernement des gauches » en Grèce parce que la situation concrète appelle une réponse concrète. Ces formules s’opposent à toutes les politiques de participation ou de soutien à des gouvernements de gestion de l’économie et des institutions capitalistes. Dans la crise actuelle, il est politiquement important d’expliquer les contours d’une solution politique alternative au social libéralisme, montrant qu’il n’y a pas de fatalité.

Les formules politiques d’alliances de la gauche radicale sont diverses. Les expériences aussi. Le Front de gauche n’est pas Syriza. L’expérience du « Proces constituent « en Catalogne permet d’avancer des éléments d’alternative sur le plan national et social , dans une perspective radicale .Les rapports entre la dynamique du mouvement de masse et ces alliances comme l’état des rapports de forces internes dans telle ou telle coalition sont des facteurs importants pour déterminer une tactique politique. La dynamique des luttes sociales et sa combinaison avec des crises politiques sera décisive pour forger de nouvelles générations politiques. Aux révolutionnaires d’apprendre et de s’intégrer dans ces mouvements réels.

Paris, décembre 2013,

François Sabado

La question de l'EUROPE (Octobre 2013-).

I. L'Europe, une réalité historique et politique.

La question de l'Europe est indissociable de l'histoire de la formation du mouvement ouvrier. Si la construction européenne est récente la discussion sur la question de l'Europe commence dès le milieu du XIXe siècle avec l'émergence du mouvement ouvrier.

a) Dès 1848, Marx pense le combat démocratique et socialiste comme un combat européen. Il travaille sur la dialectique des luttes de classes entre la France l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre. C'est cette analyse du cadre européen qui débouche **sur la nécessité de combiner les « unifications nationales » « -des Etats nations »-l'unité de l'Allemagne, de l'Italie-, le soutien aux indépendances de la Pologne et de l'Irlande et sur la base de la révolution française l'approfondissement des luttes de classes en France**. « Un spectre hante l'Europe, le communisme ». L'Europe, appuyée sur la formation ou la consolidation des Etats nations est considérée comme un cadre stratégique pour le développement des luttes de classes de l'époque.

b) Les premières discussions sur les formes politiques d'unification de l'Europe ont lieu dans le mouvement ouvrier après le déclenchement de la Première Guerre mondiale**. Lénine est le premier à s'emparer de la question en avançant le mot d'ordre d'« Etats unis républicains d'Europe », tournés contre les monarchies allemande, autrichienne et russe, liés au renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la russe en tête, cela dans la perspective de révolutions politiques démocratiques**. Lénine précise même:« Du point de vue des conditions économiques, les Etats unis d'Europe en régime capitaliste sont ou bien impossibles (la concurrence)-ou réactionnaires ». Il donne un contenu à ce mot d'ordre : la rupture avec les monarchies.

c) Trotski reprend ce mot d'ordre en le reformulant comme « **Etats unis d'Europe » en mai 17, comme un des objectifs du programme de la Paix du parti bolchevique**. C'est un mot d'ordre contre la guerre impérialiste contre la concurrence inter-impérialiste, pour la démocratie :

«Les Etats unis d'Europe sans monarchie, sans armée permanente, et sans diplomatie secrète, voilà la clause la plus importante du programme de paix prolétarien». « Une union économique européenne réalisée par le haut, n'est que pure utopie, il ne pourrait s'agir que de demi mesures et compromis partiels…Une union source de développement et de culture ne peut être réalisée que par le prolétariat combattant le protectionnisme impérialiste et son instrument le militarisme ».Nous sommes pleine révolution russe.

Et autre point méthodologique intéressant sur ce qu'on doit opposer à une réalisation réactionnaire de l Europe: « Si le militarisme allemand réussissait à unir, par la violence, la moitié de l'Europe, **quel serait le slogan du prolétariat européen ? L'éclatement de l'union européenne ligotée et le retour des peuples à l'isolement national ? Le rétablissement de douanes "autonomes", de monnaies "nationales", d'un code social "national" ? Evidemment, non. Le programme révolutionnaire comporte la destruction de la forme antidémocratique d'une Union réalisée par la violence**. En d'autres termes, notre slogan sans armée permanente et sans monarchie, est le slogan unificateur et directeur de la révolution européenne.»

Pas de retour au cadre national contre le cadre européen mais lutte sur le terrain européen, en formulant des éléments de stratégie d'extension de la révolution russe, mais il prend aussi en compte l'hypothèse d'une victoire de l'impérialisme allemand.

Il précise aussi face à ceux qui demandent, dogmatiquement, «**Pourquoi l'unification de l'Europe et non du monde tout entier ? L'Europe n'est pas seulement une appellation géographique, mais une collectivité économique et de culture historique**. La révolution européenne n'a pas à attendre la révolution en Asie et en Afrique, pas même en Amérique et en Australie ».Si nous passons du cadre national au cadre mondial par l'Europe, c'est en fonction de l'existence d'un

espace historique et politique.

Et il pousse le raisonnement, sur un plan intra européen, en insistant sur le développement inégal du capitalisme en Europe même et des luttes de classes : **Que chaque nation ne doive pas "attendre" les autres dans sa lutte,** est une pensée élémentaire qu'il est bon et

indispensable de répéter, afin que l'idée d'un Internationalisme parallèle ne se convertisse pas en celui d'un Internationalisme attentiste. N'attendant pas les autres, nous poursuivons notre lutte avec la ferme conviction que notre initiative donnera l'impulsion voulue à la lutte des autres pays ; Il reprendra plus tard dans les thèses sur la révolution permanente, que **« la révolution commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur le plan mondial ».**

d) Il reprend cette bataille en 1923 contre les conséquences de la guerre, celles du traité de Versailles qui allaient démembrer l'Allemagne, et favoriser les conditions de la poussée nazie. Les Etats unis d'Europe sont la solution à un développement économique et social coordonné, à l'opposé de l'Europe déchirée, délabrée, se préparant à de nouvelles guerres…Et il lie cette bataille à celle du gouvernement ouvrier et paysan, ou gouvernement ouvrier, la forme transitoire vers le socialisme que prend la lutte des travailleurs pour le pouvoir..

Notre approche est historique et politique :

Notre approche n'est pas géographique: l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, il y a des prolongements au delà de l'Oural en Russie vers l'Asie et à l'Ouest, il y a la grande Bretagne, et surtout au Sud, la Méditerrané et les pays d'Afrique du Nord.

Encore moins en termes de civilisation ou de religions : L'Europe ou l'occident chrétien.. Nous avons une approche positive de l'intégration de la Turquie dans l'Europe si les peuples le décident…

C'est un espace historique, politique économique, culturel transitoire vers une réorganisation du monde à condition que la bataille pour l Europe s'accompagne d'un contenu démocratique et social.

J'ai rappelé certains éléments sur le débat « européen », parce que nombre d'analyses et d'intuitions sont utiles mais avec une grande différence : à l époque il n'y avait pas de « construction européenne ». Depuis un demi-siècle c'est le cas. C'est ce que nous allons étudier.

II. Les grandes dates de la construction européenne

*** 1948-50** :Les impératifs de la reconstruction économique de l'après guerre, la constitution **d'un bloc contre l'URSS et les pays de l'EST, vont mettre à l'ordre du jour la constitution d'une nouvelle Europe alliée des USA**- Rappelons le Plan Marshall d'aide à l'Europe et en même temps pour aider les bourgeoisies européennes dans leur contre offensive contre la puissance du mouvement ouvrier de l'Epoque, en particulier en Italie et en France, où il y avait eu des situations prérévolutionnaires juste après la guerre en 44-47.

***1954**: Une première date historique **la CED.-Communauté européenne de défense-conçu comme un auxiliaire de la puissance militaire US et de l'OTAN- qui échouera en France** sous la pression des communistes liés à l'URSS et des gaullistes, car le Général de Gaulle- va jouer la carte de l'indépendance nationale.Une constante dans la politique française…moins avec les derniers gouvernements.

***1960 le traité de Rome** après un processus de discussion et de négociation commencé en 1957 pour créer un marché commun, avec la France, l'Allemagne, l'Italie, et le Benelux.

***1986 L'Acte Unique, c'est à dire un cadre juridique pour « déréglementer et libéraliser** « les règles de l'échange et du marché pour constituer un grand marché européen. C'est le premier grand acte politique pour insérer l'Europe dans le cadre des contres réformes libérales, le consensus de Washington, et l'offensive des néolibéraux aux USA et en Grande Bretagne. La constitution d'un

grand marché a bien eu au départ deux grandes motivations économiques : **le rétablissement des profits après la récession des années 70 et donc la mise en place de politique d'austérité qui remettent en cause les conquêtes arrachées dans la période d'après guerre, et, la volonté des plus grandes firmes de se doter d'un nouvel espace de croissance et de rationalisation de leurs actifs**. Dans de telles circonstances, la réponse du capital est à peu près toujours la même : concentration et extension commercial. Pour espérer relancer un nouveau cycle de croissance, il fallait favoriser la transnationalisation des champions nationaux et la libéralisation et dérégulation des financements des entreprises.

***1992** : **C'est l'adoption du traité de Maastricht qui sera consolidé par le traité d'Amsterdam. C'est un tournant en Europe, après la chute du mur,** la disparition du bloc soviétique et l'unification allemande. En fait, et c'est l'accord Mitterrand-Kohl, il y a échange entre l'acceptation de l'Unification allemande par les européens et la France et la création de la monnaie unique qui conduit l'Allemagne à abandonner le Mark pour l'Euro et qui vise à arrimer l' Allemagne à l' Europe. Avec l'Euro on constitue la BCE comme banque centrale européenne contrairement à la FED aux USA qui dépend des pouvoirs politiques. C'est à dire que les pouvoirs politiques décident que la BCE est indépendante. Elles décident de céder tout un pan de leur souveraineté dans le sens où c'est la BCE qui a maintenant la responsabilité de la politique économique et monétaire en Europe- et , par conséquent, une bonne partie des politiques nationales. L'objectif de la BCE, c'est la stabilité monétaire et la stabilité des prix… résultat l'Euro fort, des taux d'intérêt élevés, une mauvaise position dans la concurrence internationale, et donc un seul moyen pour garder et conquérir de nouvelles positions, notamment dans la sphère financière : la pression sur les salaires, l'emploi, et les budgets publics.

***2005-2007** : **les traités constitutionnels simplifiés doivent donner une traduction politique juridique et institutionnelle à ces décisions néolibérales-« les graver dans le marbre »..Un exemple supplémentaire que le néolibéralisme « ce n'est pas moins d'Etat et plus de marché … c'est plus exactement mieux d'Etat pour plus de marchés ».** ; des lois, des décrets, des règlements pour façonner les grands marchés.. Ce sont les cadres étatiques ou para étatiques qui donnent les moyens socio-économiques pour accroitre les taux de profits…

*** Nous pouvons dire qu'il ya une nouvelle étape dans la construction européenne depuis la crise de 2007-2008,** avec la dimension européenne de la crise globale que connait le système capitaliste à l'échelle internationale, avec un basculement du monde où la place de l'Europe recule : **la part de l'Europe dans le PIB mondial** recule. Elle passe de plus de 30% en 2007 à 23 % en 2012 **avec une longue phase de récession,** des exigences de la concurrence mondiale qui conduisent les classes dominantes à mettre en cause ce qui reste du modèle social-salaires, sécurité sociale ,droit du travail, services publics-, explosion de la dette publique nourrie par la récession. Cela dans le cadre, de ce qu'on appelle des **« trajectoires dissymétriques »** des économies européennes avec un bloc hégémonique-Allemagne/pays du Nord, une zone périphérique au sud – Grèce /Portugal, Espagne, y compris dans des rapports semi coloniaux dans le cas de la Grèce/ , une autre zone périphérique semi intégrée à l' économie allemande, avec les pays de l'Est, et une zone intermédiaire, charnière avec la France et l'Italie. Pour souligner le caractère dissymétriques ; rappelons les rapports entre les 160 milliards d'excédents commerciaux allemands et les 70 milliards de déficit français. En arrière plan du gonflement des excédents commerciaux et des profits allemands dans la décennie 2000, il y a, sur la base d'une industrie à forte densité technologique, une offensive de classe contre les travailleurs allemands qui a contribué à accroître la profitabilité des firmes et à améliorer la compétitivité des exportations allemandes au prix de la hausse très rapide du nombre de travailleurs pauvres. Sur le plan externe, un des aspects les plus spectaculaires a été l'absorption de la périphérie est-européenne dans les chaînes globales de marchandises. La quasi-totalité de l'activité industrielle dans ces pays est désormais dominée par les multinationales, en particulier allemandes, qui ont trouvé à proximité immédiate de leur base industrielle une main d'œuvre à bas coût.

III. **Premières leçons de ce demi-siècle d'histoire : des continuités et discontinuités**.

Continuités depuis le traité de Rome sur la «concurrence libre et non faussée », des institutions qui favorisent le libre marché et donc réduisent tout ce qui est intervention publique qui limite le marché- d'où la part des plus limitées du budget européen, l'absence de politiques sociales ou de politiques industrielles européennes**…L'Europe est consubstantiellement néolibérale**.

Continuité avec une architecture institutionnelle qui prive l'Europe d'un fonctionnement démocratique. Le processus d'intégration européenne est fondamentalement marqué par l'expérience de l'entre-deux guerres et la persistance d'un problème central pour la bourgeoisie : contrer « l'intrusion des masses dans les relations capitalistes».

Et discontinuités au travers des différentes phases historiques, où le rôle et les prérogatives nationales passent, progressivement au second plan : on passe du compromis de Luxembourg -le droit de veto de chaque Etat membre- à la mise en œuvre de politiques décidées à la majorité qualifiée, à la monnaie unique, et la banque centrale dominée par les choix des classes dominantes.

On peut analyser les transformations de l'UE jusqu'à aujourd'hui comme le produit combiné de l'action des Etats-Nations, de la pression des groupes financiers, bancaires et industriels, et des institutions communautaires elles-mêmes, au premier rang desquelles on trouve bien sûr la Commission, dont la croissance bureaucratique se nourrit du rôle qu'elle remplit

L'UE n'est pas devenue un ensemble politiquement intégré. Elle ne peut être pas pour autant être réduite à une simple construction intergouvernementale. L'UE est une construction hybride qui est une "réponse" aux processus de mondialisation du capital pour autant qu'on admette que celle-ci se développe dans des formes politiquement déterminées, particulièrement en Europe, où les Etats-nations ont pris la forme la plus achevée.

Là, je voudrais tout de suite balayé un argument qui est contredit par l'histoire, à savoir, **« Ce sont les institutions européennes qui décident et imposent leur politiques aux gouvernements nationaux ».** L'histoire le montre : ce sont les choix des classes dominantes nationales et des gouvernements nationaux qui ont fait l'Europe et se sont saisis de cette espace pour valoriser leurs capitaux, leurs économies dans l'économie monde.

IV. Débats sur la dynamique de la construction européenne.

IV.1 Retour sur les positions d'Ernest Mandel : intégration, capitalisme, Etat européen?

Sur les 50 dernières années la construction européenne a-t-elle progressé ou s'est elle enlisée, du point de vue des classes dominantes. ?…Quelle est la dynamique

*Voyons l'approche d'Ernest Mandel dans les années 70 et les débats de l'époque

Ernest Mandel mettait en rapport la construction européenne avec le processus de constitution d'un capital européen. **« L'alternative sera ou bien la tendance à l'interpénétration européenne des capitaux l'emportera donnant quelque chance de concurrencer avec succès les USA ou bien L'Europe des six va se décomposer en des nationalismes économiques de plus en plus en plus étroits laissant le champ libre à une inévitable mainmise des USA sur le camp capitaliste tout entier. »**

Et il continue en se référant à Marx à ses lois sur la concurrence qui impose la concentration du capital. Et il explique « **La poussée vers l'interpénétration des capitaux européens prédomine**

très largement sur la tendance à la concentration dans le cadre national » .Et plus loin, tablant sur la constitution d'un capital européen, EM explique **« qu'un capital européen exige un Etat bourgeois européen en tant qu'instrument le plus apte à le promouvoir , à en garantir les profits et à le défendre contre tous ses adversaires ».**

*Mandel, analysant le mouvement d'internationalisation du capital et soulignant la persistance des rivalités inter-impérialistes (contre la thèse du super impérialisme, impérialisme US), estimait que la constitution d'un Etat bourgeois fédéral ou supranational était l'hypothèse possible voire probable pour la CEE. La création de cet Etat fédéral Européen résulterait d'une interpénétration croissante des capitaux Européens, qui constituerait en quelque sorte leur "base nationale européenne" à laquelle devrait correspondre une forme étatique. **Dans ces années 70, Nicos Poulantzas opposait une autre thèse. Il développe une position symétrique, il met l'accent sur la dépendance Européenne vis-à-vis des Etats-Unis car ce pays reproduit au sein même des autres métropoles (au sens de pays développés) ses propres rapports de production**. De ce fait, les Etats Européens deviennent des vecteurs de l'extension des rapports de production des Etats-Unis : cette thèse qui sous estime les contradictions inter-impérialistes ne s'est pas vérifiée , avec la persistance d'une « entité européenne » et avec l'émergence de nouvelles puissances impérialistes, avec la Chine , les BRIC etc.

*Néanmoins la vision d'Ernest Mandel s'est révélée un peu linéaire :

Le cadre national s'est révélé trop étroit pour le développement des forces productives, l'histoire l'a prouvé. Sur ce point Mandel a eu raison. Selon l'approche mandélienne, la domination du capital étatsunien contraint les classes capitalistes nationales des États européens à se réorganiser sous peine d'être éliminées.

Comme l'espace de l'État-nation est trop restreint pour permettre de bénéficier des avantages que procurent les économies d'échelle, la recomposition de la propriété des grandes firmes capitalistes a lieu au niveau continental. Cette amalgamation pousse alors à un processus de supranationalisation de certaines des fonctions de l'État.

Le cadre européen a constitué un nouvel espace pour la valorisation des grandes entreprises et groupes nationaux européens, mais ne s'est pas constitué un capitalisme européen. Il n'y a pas de capitalisme proprement européen. Il y a des capitalismes européens. Les plus grosses entreprises ou banques européenne sont croisées avec des entreprises américaines ou de pays émergents –Arcelor Mital, par exemple. Cette tendance est constatée dans l'industrie automobile, les grands groupes pharmaceutiques. Il y a des grands consortiums comme EADS face à Boeing mais c'est l'exception. Les divergences entre l'Allemagne et les autres pays sur les relations avec la Chine sur le photovoltaïque en sont aussi un exemple. **Il n'y a pas d'unité économique proprement européenne, l'hypothèse de Mandel ne s'est pas vérifiée. Il n'y a pas eu la constitution d'une grande industrie européenne mais c'est au travers au travers du capital financier transnational, qu'il ya eu une certaine intégration européenne**. Le changement d'échelle de la propriété du capital européen est donc l'occasion d'une transformation qualitative qui livre l'appareil productif européen aux marchés financiers.

On aurait pu croire que l'Europe voulait dire capitalisme européen, intérêts capitalistes communs et donc un certain protectionnisme capitaliste européen. Non, **la phase actuelle de la construction européenne est totalement plongée dans la globalisation capitaliste, et dans la concurrence mondiale, qui explose même au sein de l'Europe**. Ce qui domine ce n'est pas l'unification d'un marché du travail européen mais l'unification du marché du travail à l'échelle mondiale, avec des pressions et un dumping à l'intérieur même de l'Union européenne , en commençant par les pays de l'est nouvellement intégrés qui tirent vers le bas les salaires et les droits sociaux européens… **… Du coup, le capitalisme-avec des grandes entreprises et grands groupes industriels-**

proprement européen n'existant pas il n'y a pas d'Etat bourgeois européen en tant que tel, contrairement à la prévision de Mandel. Il ya plutôt des segments d'Etats mais pas de politique militaire ni de politique étrangère de l'Union européenne.

IV.3 Une Europe anti-démocratique.

Mais du coup la logique qui l'emporte, c**'est celle de la concurrence libre et non faussée des marchés et des capitaux, pas l'objectif de construire une Europe politique, encore moins une Europe démocratique.…** Chaque bourgeoisie a besoin de l'Europe mais surtout de conquérir de nouvelles positions sur le marché mondial.. Et l'Europe n'est que ce vecteur pour occuper la meilleure place dans la globalisation capitaliste. L'Europe a été jusque là plus l'affaire d'élites étatiques et capitalistes financières que d'une bourgeoisie «développementiste»-qui à l'heure de la globalisation capitaliste n'a plus de fondement. . **Les classes dominantes ne sont pas plus soucieuses de constituer « une démocratie parlementaire européenne** ».Du coup la démocratie est absente de cette construction. L'Europe n'est pas souveraine…Ses décisions sont celles du conseil des gouvernements –coordination des 28-d'ECOFIN-conseil des responsables économiques des Etats et de la commission européenne-.Le parlement européen n'a que des pouvoirs tout à fait limités. **Plus avec la crise, les interventions autoritaires, celle de la troïka, avec la Commission européenne, le FMI et la Banque mondiale,** se multiplient en imposant des diktats aux peuples et aux gouvernements, dans leur remboursement de la dette ou des politiques d'austérité. Ce que certains appellent des formes de **césarisme bureaucratique**. Les exemples les plus violents se manifestent en Grèce, à Chypre ou au Portugal.

V. Eléments et questions de programme

V.1 Sur le plan socio économique

Sur le plan programmatique il faut essayer de formuler un programme de revendications sociales et démocratiques qui s'inscrit dans la perspective des Etats unis socialistes d'Europe….. C'est compliqué car il n'y a pas la même approche entre le Nord de l'Europe et le centre et sud. La G-B est ailleurs… le Nord est contre toute Europe, le Sud et le Centre essaye d'avancer dans une problématique plus européenne.

Mais notre approche est d'opposer à la construction européenne actuelle, à l'UE ou à son impossible réforme, une autre Europe, une Europe sociale démocratique.

L'Europe reste l'espace où peut se redéployer une réorganisation économique qui réponde aux besoins sociaux des populations , par une nouvelle organisation et division du travail, qui prenne en compte une transition énergétique au service des peuples, une expropriation des banques actuelles et la constitution d'un grand secteur public bancaire, sous contrôle des citoyens, une annulation des dettes publiques des Etats, une politique de santé, d'éducation , de réorganisation des services publics… **Cela conduit à la rupture avec les politiques et les institutions actuelles, la dénonciation des traités, car avec son histoire, ses politiques néolibérales ses et ses institutions , l' UE n'est pas réformable ;Mais nous ne confondons pas l'UE et l'Europe ; il faut en finir avec l' UE, mais la réponse ce n'est pas le repli national, c'est une autre Europe, c'est pourquoi nous ne partageons pas les positions de Maxime Durand sur le fait de « suspendre l'Europe »….C'est pourquoi nous formulons, aussi, un programme de transition anticapitaliste à l'échelle européenne. Nous pouvons dans ce sens, reprendre ce qu'il y a de meilleur dans chaque pays, en termes de revendications ou de législations et le généraliser.** Nous sommes pour construire une Europe sociale en harmonisant par le haut les droits sociaux et démocratiques. Cela en termes de protection sociale et de salaires. On nous objecte les différences de niveaux de développement économique ; Cela demandera des étapes, des propositions intermédiaires, mais l'important c'est la direction. Prenons l'exemple des salaires nous sommes

pour un salaire minimum européen en l'ajustant sur le salaire le plus haut, alors me direz vous, il y a de telles différences entre la Grèce, le Portugal où le niveau de salaire minimum est de 400 à 450 euros et la France où il s'élève à 1430 euros et en plus, il y a des différences de productivité entre le Portugal, la Grèce et l'Allemagne, aggravés par la crise. Ces objectifs sont irréalisables, nous dit-on Nous sommes pour reprendre le problème à la base, et tendre à donner le même niveau de vie à l'ensemble des salariés, des travailleurs du continent en nous opposant à toutes les remises en cause d'acquis sociaux et en tirant vers le haut les conditions de travail et de vie des peuples.… Nous pouvons donc raisonner en parité de pouvoir d'achat , donc, calculer des augmentations de salaires en fonction de ce qu'on peut acheter avec une somme donnée dans chaque pays..mais cela implique aussi des propositions pour combler les inégalités par une politique d'annulation des dettes publiques illégitimes, une fiscalité commune, des taxes sur les profits des grandes multinationale, des grands travaux et services publics, une nouvelle division du travail… et donc des incursions dans la propriété des secteurs clé de l'économie… il faut pour cela un changement radical de rapport de forces mais les formulations générales d'un programme vont au delà de rapports de forces donnés dans une situation politique donnée….Voilà sur le plan social

V.2 Sur le plan démocratique

Nous avons aussi des propositions démocratiques qui sont transitoires. D'abord par l'arrêt des politiques décidées par les gouvernements et institutions de l' UE et imposées aux peuples. ». **La première exigence démocratique, c'est l'arrêt des diktats imposés par les gouvernements et l'UE -j'insiste sur les gouvernements-…**Ces exigences démocratiques doivent s'accompagner d'un programme de rupture par la défense d'une série de droits démocratiques pour les peuples, de droits pour les immigrés, et les sans papiers, de droits pour les femmes , en particulier le droit à l'avortement libre et gratuit dans toute l'Europe-rappelons que ce droit n'existe pas dans certains pays-Irlande, Pologne- bref une politique de défense et d'extension des droits démocratiques en défendant des élections à la proportionnelle. Cette démarche s'accompagne d'une proposition **d'un processus concrétisé par l'élection d'une assemblée constituante européenne**. qui ne soit pas l'équivalent d'une Constituante nationale mais une Constituante européenne qui définisse, avec les assemblées nationales, les droits et les mécanismes démocratiques au niveau local, régional, national et européen-bref, ce qui relève de chaque niveau-….**Et dans ce processus constituant nous défendrons nos propositions de démocratie socialiste,** d'assemblées élues au suffrage universel dans les communes et les entreprises, et la défense d'un programme de défense des revendications sociales anticapitalistes dans la perspective d'Etats unis socialistes d'Europe.

Mais y a-t-il une nation européenne ?

Nous n'avons jamais considéré l'Europe comme une nation devant se constituer en Etat -nation comme les Etats-nations du 18 et 19èmes siècle. Nous n'avons jamais considéré qu'il y a un peuple européen. L'Europe doit respecter et intégrer les souverainetés nationales mais elle doit constituer un nouveau cadre historique pour les peuples et donc procéder de nouvelles souverainetés sociales et démocratiques. Les marxistes révolutionnaires en avançant l'idée d' « Etats au pluriel » donnent une indication.

Mais il y a aussi de nouvelles revendications nationales avec l'émergence de revendications pour l'autodétermination ou l'indépendance, comme en Catalogne ou en Flandres. **Nous défendons le principe d'autodétermination et d'indépendance si la majorité l'exige** et nous proposons, par exemple dans le cadre de l'Etat espagnol, « une république confédérale socialiste rassemblant toutes les nations et régions de l'Etat espagnol ». Dans ce cadre, l'autodétermination, nous avançons un programme anti- capitaliste. D'ailleurs toutes les formulations des socialistes révolutionnaires sur l'Europe souligne la notions d' »Etats unis » non la négation de ces Etats.

VI. Questions stratégiques et Europe.

VI.1 Relations entre le cadre national et le cadre européen.

Quelle combinaison entre le développement de l'action sur le terrain national et européenne ? C'est une des questions stratégiques clé. Car la révolution commence sur le terrain national mais avec le degré d'intégration actuelle européenne on doit avoir une politique à ce niveau ;

Voyons comment E. Mandel posait le problème dans le début des années 70 **« La classe ouvrière n'a aucune raison de sacrifier à l'étape actuelle son objectif traditionnel, la prise de pouvoir dans le cadre national, à l'illusion d'une prise de pouvoir « simultanée » dans les pays de la « Communauté Européenne », ou chose plus illusoire à la « socialisation » de l'Europe par le biais d'un parlement européen élu au suffrage universel** ». Les différences historiques entre les structures sociales et les mouvements ouvriers se traduisent par des rapports de forces entre classes qui sont variables selon les pays, ce qui entraîne des possibilités différenciées de conquête du pouvoir par les classes ouvrières. Il reprend l'approche de Léon Trotski contre « l'internationalisme attentiste ». Mandel insiste alors sur le fait que l'internationalisme ne consiste pas à attendre que les conditions soient mûres pour la prise du pouvoir dans les différents pays au même moment : *« les socialistes doivent continuer à travailler au renversement du capitalisme dans leur propre pays au sein du marché commun, aussi longtemps que cela reste objectivement possible». Cependant, lorsque le processus aura atteint le point « où les travailleurs des six pays feront effectivement face à une nouvelle classe "européenne" d'employeurs, l'entièreté de la lutte pour le socialisme devra se hisser à cette nouvelle dimension internationale ».* Sans « Etat européen ni classe bourgeoise européenne » au singulier, il n'en demeure pas moins que l'espace européen est de venu un cadre d'intégration économique et politique pour les bourgeoisies et le cadre pour poser une série de réponses à la crise et aux nécessités de réorganisation de l'économie et de la coopération internationale pour répondre aux besoins des populations. On n'a pas à suspendre ce cadre européen.

VI.2 Crise et question de l'Euro

Mais nous devons répondre au développement inégal de la crise et des luttes de classes. Le problème se pose de manière aigue en Grèce. Prenons l'hypothèse d'un gouvernement des gauches qui refuse les Mémorendum de la Troika et défend un programme au service de la population, donc le refus des mesures d'austérité, un processus d'annulation de la dette, la réorganisation publique du secteur bancaire. Il s'engage inévitablement une confrontation et un processus de rupture avec l'union européenne. **C'est le mot d'ordre avancé par Syriza, jusqu' à maintenant : « Pas de sacrifice pour l'Euro ».**Doit il prendre l'initiative de sortir de l'Euro ? Nous ne le pensons pas : d'abord pour une raison générale, la monnaie est un moyen, pas un but. Le but: c'est la satisfaction des besoins, des revendications. Ensuite sortir de l'Euro en continuant de respecter la logique capitaliste ne peut avoir que des conséquences désastreuses pour l'économie, dévaluation massive, problème de concurrence internationale vue le niveau de développement de ces pays, **mais l'application d'un programme anti austérité, peut conduire à l'expulsion du pays de l'UE, même si c'est difficile juridiquement. Se pose donc la nécessité de préparer l'éventualité d'une expulsion…**

La question se pose d'une autre manière dans les centres européens. Face à l'Euro, il y a un autre rapport de forces au sein de l'Union Européenne, entre la France et l'Allemagne qu'entre les pays du Nord et du Sud. Une rupture entre l'Allemagne et la France provoquerait simultanément la fin de l'UE. Ainsi, un gouvernement des travailleurs prendrait immédiatement des mesures unilatérales (contrôle des mouvements des capitaux, expropriation des banques) et proposerait leur élargissement. Il mettrait fin à l'indépendance de la Banque de son pays et commencerait de fait à émettre des Euros pour financer sa politique. Le processus de rupture avec la zone Euro serait de fait entamé. La politique monétaire et de crédit aurait comme fil directeur, là aussi l'approche de la gauche radicale: « Pas un seul sacrifice pour l'euro ».

Si tout s'embrase en même temps, tant mieux, mais sinon il ne doit pas y avoir de

subordination de la dynamique progressiste d'un pays au respect des équilibres de l'Union européenne.

De façon générale, un gouvernement au service des travailleurs devrait engager des actions unilatérales de réorientation de l'économie et de la société et d'amélioration immédiate des conditions de vie des couches populaires dont il proposerait l'extension à l'ensemble de l'Europe.

Enfin, un tel processus aura des phases de négociations mais il ne se ferait pas sans affrontements majeurs, et ce seraient les rapports de force qui seraient décisifs. Il faut une dialectique entre une stratégie nationale et une stratégie européenne, avec la formulation de revendications et programme à l'échelle européenne, des actions coordonnées et des formes d'organisations au niveau européen.

Il y aurait une protection des mesures progressistes d'un tel gouvernement au niveau national et une stratégie d'extension de l'expérience nationale.-annulation unilatérale des dettes, contrôle sur le mouvement des capitaux, réorganisation bancaire et stratégie d'extension de l'expérience et des mesures progressistes. Il faut sortir du dilemme ou « UE » ou « sortie de l' Euro ». Nous rejetons l'UE et nous refusons la sortie de l'Euro. Il faut donc avancer sur le plan des réponses européennes et de la construction d'un mouvement ouvrier européen, et l'essentiel c'est d'avancer **sur le plan de l'action, de la pratique, de la construction d'une conscience socialiste européenne des travailleurs, par des luttes et coordinations européennes. Il reste beaucoup à faire, d'autant plus dans une Europe où se renforcent les tendances nationalistes.**

Pour donner quelques éléments en conclusion.

On voit que la construction européenne **n'est pas un phénomène conjoncturel ou aléatoire.** C'est un processus économique et politique qui correspond aux tendances de développement capitaliste moderne au dépassement du cadre national du développement des forces productives, aux processus de concentration du capital, aux modalités d'insertion des capitalismes européens dans la globalisation capitaliste.

De même cela correspond à la constitution de regroupements régionaux de marchés capitalistes dans le monde entier. Il y a des contradictions, des tensions mais cela correspond à une tendance de fond.

Néanmoins, les contradictions actuelles du type de construction européennes peuvent s'aiguiser sous la pression d'autres facteurs internes et externes économiques ou politiques

D'abord sous la pression de la crise durable qui secoue le monde capitaliste. La question de la dette peut à un certain moment faire exploser l'UE, si les remboursements de la dette deviennent impossibles et si l'Union ne peut répondre au problème comme union, les intérêts divergents des Etats membres rendant impossible une solution, notamment dans les divergences Allemagne et Sud de l'Europe. Jusqu' à maintenant ça tient, mais s'il n'y a pas de solution de remboursement de la dette ou moins partiel mais substantiel… ça peut craquer..

Sur le plan politique, le choix de l' UE est largement partagé , aujourd'hui par toutes les classes dominantes du continent -l'approche commune des crises nationales, en Grèce , en Europe du sud ou la manière de traiter la crise politique italienne le démontre- ; Mais il peut y avoir, des « accidents », des « dérapages » résultant du développement de la crise. Il n'y a pas de déterminismes entre choix économiques rationnels et crises politiques. Il peut y avoir des contradictions explosives avec la projection de partis d'extrême droite au pouvoir dans des alliances avec la droite ou dans l'évolution vers des régimes autoritaires … ou l'explosion de questions nationales…sans compter des situations révolutionnaires mais ce n'est pas aujourd'hui l'hypothèse la plus probable…Et là l'UE peut aussi craquer.

Novembre 2013, François Sabado

Europe : Quel programme d'urgence face à la crise ?

10 juin 2012 par **Damien Millet** , **Eric Toussaint**

En accord avec les exigences du FMI, les gouvernements des pays européens ont fait le choix d'imposer à leurs peuples des politiques de stricte austérité, avec des coupes claires dans les dépenses publiques : licenciements dans la fonction publique, gel voire baisse des salaires des fonctionnaires, réduction de l'accès à certains services publics vitaux et de la protection sociale, recul de l'âge de l'accès à la retraite… Le coût des prestations des services publics augmente (transports, eau, santé, éducation…). Le recours à des hausses d'impôts indirects particulièrement injustes, notamment la TVA, s'accroît. Les entreprises publiques du secteur concurrentiel sont massivement privatisées. Les politiques de rigueur mises en place sont poussées à un niveau jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Les effets de la crise sont ainsi décuplés par des prétendus remèdes, qui visent surtout à protéger les intérêts des détenteurs de capitaux. L'austérité aggrave nettement le ralentissement économique et a déclenché l'effet boule de neige : vu la faible croissance, quand elle existe, la dette publique croît de manière mécanique. Comme l'écrit Jean-Marie Harribey, le triptyque Austérité salariale + Austérité monétaire + Austérité budgétaire donne leur formule du triple A.

Mais les peuples supportent de moins en moins l'injustice de ces réformes marquées par une régression sociale de grande ampleur. En termes relatifs, ce sont les salariés, les chômeurs et les foyers les plus modestes qui sont mis le plus à contribution pour que les États continuent d'engraisser les créanciers. Et parmi les populations les plus touchées, les femmes occupent le premier rang, car l'organisation actuelle de l'économie et de la société patriarcale fait peser sur elles les effets désastreux de la précarité, du travail partiel et sous-payé |1|. Directement concernées par les dégradations des services publics sociaux, elles paient le prix fort. La lutte pour imposer une autre logique est indissociable de la lutte pour le respect absolu des droits des femmes. Esquissons les grandes lignes de ce que nous voulons pour cette autre logique.

La réduction du déficit public n'est pas un but en soi. Dans certaines circonstances, il peut être utilisé pour relancer l'activité économique et réaliser des dépenses afin d'améliorer les conditions de vie des victimes de la crise. Une fois l'activité économique relancée, la réduction des déficits publics doit se faire non pas en réduisant les dépenses sociales publiques, mais par la hausse des recettes fiscales, en luttant contre la grande fraude fiscale et en taxant davantage le capital, les transactions financières, le patrimoine et les revenus des ménages riches. Pour réduire le déficit, il faut aussi réduire radicalement les dépenses entraînées par le remboursement de la dette publique dont la partie illégitime doit être annulée. La compression des dépenses doit aussi porter sur le budget militaire ainsi que sur d'autres dépenses socialement inutiles et dangereuses pour l'environnement. En revanche, il est fondamental d'augmenter les dépenses sociales, notamment pour pallier les effets de la dépression économique. Il faut également accroître les dépenses dans les énergies renouvelables et dans certaines infrastructures comme les transports en commun, les établissements scolaires, les installations de santé publique. Une politique de relance par la demande publique et par la demande de la majorité des ménages génère également une meilleure rentrée des impôts. Mais au-delà, la crise doit donner la possibilité de rompre avec la logique capitaliste et de réaliser un changement radical de société. La nouvelle logique à construire devra tourner le dos au productivisme, intégrer la donne écologique, éradiquer les différentes formes d'oppression (raciale, patriarcale…) et promouvoir les biens communs.

Pour cela, il faut construire un vaste front anticrise, tant à l'échelle européenne que localement, afin de réunir les énergies pour créer un rapport de force favorable à la mise en pratique de solutions radicales centrées sur la justice sociale et climatique.

1. Stopper les plans d'austérité, ils sont injustes et approfondissent la crise

Mettre fin aux mesures antisociales d'austérité constitue une priorité absolue. Par la mobilisation dans la rue, sur les places publiques, par la grève, par le refus des impôts et taxes impopulaires, il faut forcer les gouvernements à désobéir aux autorités européennes et abroger les plans d'austérité.

2. Annuler la dette publique illégitime

La réalisation d'un audit de la dette publique effectué sous contrôle citoyen, combinée, dans certains cas, à une suspension unilatérale et souveraine du remboursement de la dette publique, permettra d'aboutir à une annulation/répudiation de la partie illégitime de la dette publique et de réduire fortement le reste de la dette.

Tout d'abord, il n'est pas question de soutenir les allégements de dette décidés par les créanciers, notamment à cause des sévères contreparties qu'ils impliquent. Le plan de réduction d'une partie de la dette grecque mis en pratique à partir de mars 2012 est lié à l'application d'une dose supplémentaire de mesures piétinant les droits économiques et sociaux de la population grecque et la souveraineté du pays |2|. Selon une étude réalisée par la Troïka, malgré la réduction de dette concédée par les créanciers privés, l'endettement public de la Grèce atteindra 164% du PIB en 2013 !
|3|

Il faut donc dénoncer l'opération de réduction de la dette grecque telle qu'elle a été menée, et y opposer une alternative : l'annulation de dette, c'est-à-dire sa répudiation par le pays débiteur, est un acte souverain unilatéral très fort.

Pourquoi l'État endetté doit-il réduire radicalement sa dette publique en procédant à l'annulation des dettes illégitimes ? D'abord pour des raisons de justice sociale, mais aussi pour des raisons économiques que tout un chacun peut comprendre et s'approprier. Pour sortir de la crise par le haut, on ne peut pas se contenter de relancer l'activité économique grâce à la demande publique et à celle des ménages. Car si on se contentait d'une telle politique de relance combinée à une réforme fiscale redistributive, le supplément de recettes fiscales serait siphonné très largement par le remboursement de la dette publique. Les contributions qui seraient imposées aux ménages les plus riches et aux grandes entreprises privées seraient largement compensées par la rente qu'ils tirent des obligations d'État dont ils sont de très loin les principaux détenteurs et bénéficiaires (raison pour laquelle ils ne veulent pas entendre parler d'une annulation de dette). Il faut donc bel et bien annuler une très grande partie de la dette publique. L'ampleur de cette annulation dépendra du niveau de conscience de la population victime du système de la dette (à ce niveau, l'audit citoyen joue un rôle crucial), de l'évolution de la crise économique et politique et surtout des rapports de force concrets qui se construisent dans la rue, sur les places publiques et sur les lieux de travail au travers des mobilisations actuelles et à venir. Dans certains pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et la Hongrie, la question de l'annulation de la dette est une question de la plus grande actualité. Pour l'Italie, la France, le Belgique, elle est en passe de le devenir. Et bientôt, le thème sera un point central du débat politique dans le reste de l'Europe.

Pour les nations d'ores et déjà soumises au chantage des spéculateurs, du FMI et d'autres organismes comme la Commission européenne, il convient de recourir à un moratoire unilatéral du remboursement de la dette publique. Cette proposition devient populaire dans les pays les plus touchés par la crise. Un tel moratoire unilatéral doit être combiné à la réalisation d'un audit citoyen des emprunts publics, qui doit permettre d'apporter à l'opinion publique les preuves et les arguments nécessaires à la répudiation de la partie de la dette identifiée comme illégitime. Comme l'a montré le CADTM dans plusieurs publications, le droit international et le droit interne des pays offrent une base légale pour une telle action souveraine unilatérale.

L'audit doit aussi permettre de déterminer les différentes responsabilités dans le processus d'endettement et d'exiger que les responsables tant nationaux qu'internationaux rendent des comptes à la justice. Dans tous les cas de figure, il est légitime que les institutions privées et les individus à hauts revenus qui détiennent des titres de ces dettes supportent le fardeau de

l'annulation de dettes souveraines illégitimes car ils portent largement la responsabilité de la crise, dont ils ont de surcroît profité. Le fait qu'ils doivent supporter cette charge n'est qu'un juste retour vers davantage de justice sociale. Il est donc important de dresser un cadastre des détenteurs de titres afin d'indemniser parmi eux les citoyens et citoyennes à faibles et moyens revenus.

Si l'audit démontre l'existence de délits liés à l'endettement illégitime, leurs auteurs devront être sévèrement condamnés à payer des réparations et ne devront pas échapper à des peines d'emprisonnement en fonction de la gravité de leurs actes. Il faut demander des comptes en justice à l'encontre des autorités ayant lancé des emprunts illégitimes.

En ce qui concerne les dettes qui ne sont pas frappées d'illégitimité selon l'audit, il conviendra d'imposer un effort aux créanciers en termes de réduction du stock et des taux d'intérêt, ainsi que par un allongement de la période de remboursement. Ici aussi, il sera utile de réaliser une discrimination positive en faveur des petits porteurs de titres de la dette publique qu'il faudra rembourser normalement. Par ailleurs, la part du budget de l'État destinée au remboursement de la dette devra être plafonnée en fonction de la santé économique, de la capacité des pouvoirs publics à rembourser et du caractère incompressible des dépenses sociales. Il faut s'inspirer de ce qui avait été fait pour l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale : l'accord de Londres de 1953 qui consistait notamment à réduire de 62 % le stock de la dette allemande stipulait que la relation entre service de la dette et revenus d'exportations ne devait pas dépasser 5 % |4|. On pourrait définir un ratio de ce type : la somme allouée au remboursement de la dette ne peut excéder 5 % des recettes de l'État. Il faut également adopter un cadre légal afin d'éviter la répétition de la crise qui a débuté en 2007-2008 : interdiction de socialiser des dettes privées, obligation d'organiser un audit permanent de la politique d'endettement public avec participation citoyenne, imprescriptibilité des délits liés à l'endettement illégitime, nullité des dettes illégitimes, adoption d'une règle d'or qui consiste à dire que les dépenses publiques qui permettent de garantir les droits humains fondamentaux sont incompressibles et priment sur les dépenses relatives au remboursement de la dette… Les pistes alternatives ne manquent pas.

3. Pour une juste redistribution de la richesse

Depuis 1980, les impôts directs n'ont cessé de baisser sur les revenus les plus élevés et sur les grandes entreprises. Ces centaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux ont pour l'essentiel été orientées vers la spéculation et l'accumulation de richesses de la part des plus riches.

Il faut combiner une réforme en profondeur de la fiscalité dans un but de justice sociale (réduire à la fois les revenus et le patrimoine des plus riches pour augmenter ceux de la majorité de la population) avec son harmonisation sur le plan européen afin d'empêcher le dumping fiscal |5|. Le but est une augmentation des recettes publiques, notamment via l'impôt progressif sur le revenu des personnes physiques les plus riches (le taux marginal de l'impôt sur le revenu peut tout à fait être porté à 90 % |6|), l'impôt sur le patrimoine à partir d'un certain montant et l'impôt sur les sociétés. Cette augmentation des recettes doit aller de pair avec une baisse rapide du prix d'accès aux biens et services de première nécessité (aliments de base, eau, électricité, chauffage, transports publics, matériel scolaire…), notamment par une réduction forte et ciblée de la TVA sur ces biens et services vitaux. Il s'agit également d'adopter une politique fiscale qui favorise la protection de l'environnement en taxant de manière dissuasive les industries polluantes.

Plusieurs pays peuvent s'associer pour adopter une taxe sur les transactions financières, notamment sur les marchés des changes, afin d'augmenter les recettes des pouvoirs publics, de limiter la spéculation et de favoriser la stabilité des taux de change.

4. Lutter contre les paradis fiscaux

Les différents sommets du G20 ont refusé, malgré leurs déclarations d'intention, de s'attaquer réellement aux paradis judiciaires et fiscaux. Une mesure simple afin de lutter contre les paradis fiscaux (qui font perdre chaque année aux pays du Nord, mais également à ceux du Sud, des ressources vitales pour le développement des populations) consiste pour un Parlement à interdire à

toutes les personnes physiques et à toutes les entreprises présentes sur son territoire de réaliser quelque transaction que ce soit passant par des paradis fiscaux, sous peine d'une amende d'un montant équivalent. Au-delà, il faut éradiquer ces gouffres noirs de la finance, des trafics criminels, de la corruption, de la délinquance en col blanc. Les grandes puissances, qui les cautionnent depuis des années, en ont tout à fait les moyens.

La grande fraude fiscale prive la collectivité de moyens considérables et joue contre l'emploi. Des moyens publics conséquents doivent être alloués aux services des finances pour lutter efficacement et en priorité contre la fraude organisée par les grandes entreprises et les ménages les plus riches. Les résultats doivent être rendus publics et les coupables lourdement sanctionnés.

5. Remettre au pas les marchés financiers

La spéculation à l'échelle mondiale représente plusieurs fois les richesses produites sur la planète. Les montages sophistiqués la rendent totalement incontrôlable. Les engrenages qu'elle suscite déstructurent l'économie réelle. L'opacité sur les transactions financières est la règle. Pour taxer les créanciers à la source, il faut les identifier. La dictature des marchés financiers doit cesser. Il convient d'interdire la spéculation sur les titres de la dette publique, sur les monnaies, sur les aliments |7|. Les ventes à découvert |8| les Credit Default Swaps doivent être également interdits. Il faut fermer les marchés de gré à gré de produits dérivés qui sont de vrais trous noirs, échappant à toute réglementation et à toute surveillance.

Le secteur des agences de notation doit également être strictement réformé et encadré. Il doit être interdit aux agences de notation de noter les États. Loin d'être l'outil d'une estimation scientifique objective, ces agences sont structurellement parties prenantes de la mondialisation néolibérale et ont déclenché à plusieurs reprises des catastrophes sociales. En effet, la dégradation de la note d'un pays peut impliquer une hausse des taux d'intérêt que l'État doit payer pour réussir à emprunter sur les marchés financiers. De ce fait, la situation économique du pays concerné se détériore. Le comportement moutonnier des spéculateurs décuple les difficultés qui pèseront encore plus lourdement sur les populations. La forte soumission des agences de notation aux milieux financiers fait de ces agences un acteur majeur au niveau international, dont la responsabilité dans le déclenchement et l'évolution des crises n'est pas assez mise en lumière par les médias. La stabilité économique des pays européens a été placée entre leurs mains, sans garde-fous, sans moyens de contrôle sérieux de la part de la puissance publique, c'est pourquoi il faut leur interdire de continuer à nuire.

Afin d'interdire d'autres manœuvres de déstabilisation des Etats, il faut restaurer un contrôle strict des mouvements de capitaux.

6. Transférer sous contrôle citoyen les banques et les assurances au secteur public

À cause des choix qu'elles ont faits, la plupart des banques font face à une situation d'insolvabilité et non à une crise passagère de liquidités. La décision des banques centrales de leur accorder un accès illimité au crédit sans leur imposer un changement des règles du jeu aggrave le problème.

Il faut revenir aux fondamentaux. Les banques doivent être considérées comme des services publics, du fait, précisément, de leur importance et de l'effet dévastateur que leur mauvaise gestion peut avoir sur l'économie. Le métier de la banque est trop sérieux pour être confié à des banquiers privés. Comme elle utilise de l'argent public, bénéficie de garanties de la part de l'État et rend un service de base fondamental à la société, la banque doit devenir un service public.

Les États doivent retrouver leur capacité de contrôle et d'orientation de l'activité économique et financière. Ils doivent également disposer d'instruments pour réaliser des investissements et financer les dépenses publiques en réduisant au minimum le recours à l'emprunt auprès d'institutions privées. Pour cela, il faut exproprier sans indemnisation les banques pour les socialiser en les transférant au secteur public sous contrôle citoyen.

Dans certains cas, l'expropriation des banques privées peut représenter un coût pour l'État en raison

des dettes qu'elles ont pu accumuler et des produits toxiques qu'elles ont conservés. Le coût en question doit être récupéré sur le patrimoine général des grands actionnaires. En effet, les sociétés privées qui sont actionnaires des banques et qui les ont menées vers l'abîme tout en faisant de juteux profits détiennent une partie de leur patrimoine dans d'autres secteurs de l'économie. Il faut donc faire une ponction sur le patrimoine général des actionnaires. Il s'agit d'éviter au maximum de socialiser les pertes. L'exemple irlandais est emblématique, la manière dont la nationalisation d'*Allied Irish Banks* a été effectuée est inacceptable car elle s'est faite aux dépens de la population.

L'option que nous défendons implique l'élimination du secteur bancaire capitaliste, tant dans le crédit et l'épargne (banques de dépôt) que dans le domaine de l'investissement (banques d'affaire ou d'investissement). Dans cette option, il ne resterait que deux types de banques : des banques publiques avec un statut de service public (sous contrôle citoyen) et des banques coopératives de taille modérée.

Même si son état de santé est moins médiatisé, le secteur des assurances est aussi au cœur de la crise actuelle. Les grands groupes d'assurance ont mené des opérations aussi risquées que les banques privées avec lesquelles nombre d'entre eux sont étroitement liés. Une grande partie de leurs actifs est constituée de titres de la dette souveraine et de produits dérivés. A la recherche du maximum de profit immédiat, ils ont spéculé dangereusement avec les primes payées par les assurés, avec l'épargne récoltée sous la forme d'assurance vie ou de cotisations volontaires en vue d'une retraite complémentaire. L'expropriation des assurances permettra d'éviter une débâcle dans ce secteur et protègera épargnants et assurés. Cette expropriation des assurances doit aller de pair avec une consolidation du système de retraite par répartition.

7. Socialiser les entreprises privatisées depuis 1980

Une caractéristique de ces trente dernières années a été la privatisation de nombre d'entreprises et services publics. Des banques au secteur industriel en passant par la poste, les télécommunications, l'énergie et les transports, les gouvernements ont livré au privé des pans entiers de l'économie, perdant au passage toute capacité de régulation de l'économie. Ces biens publics, issus du travail collectif, doivent revenir dans le domaine public. Il s'agira de créer de nouvelles entreprises publiques et d'adapter les services publics selon les besoins de la population, par exemple pour répondre à la problématique du changement climatique par la création d'un service public d'isolation des logements.

8. Réduire radicalement le temps de travail pour garantir le plein emploi et adopter une politique des revenus pour réaliser la justice sociale

Répartir autrement les richesses est la meilleure réponse à la crise. La part destinée aux salariés dans les richesses produites a nettement baissé depuis plusieurs décennies, tandis que les créanciers et les entreprises ont accru leurs profits pour les consacrer à la spéculation. En augmentant les salaires, non seulement on permet aux populations de vivre dignement, mais on renforce aussi les moyens qui servent au financement de la protection sociale et des régimes de retraite.

En diminuant le temps de travail sans réduction de salaire et en créant des emplois, on améliore la qualité de vie des travailleurs, on fournit un emploi à celles et ceux qui en ont besoin. La réduction radicale du temps de travail offre aussi la possibilité de mettre en pratique un autre rythme de vie, une manière différente de vivre en société en s'éloignant du consumérisme. Le temps gagné en faveur des loisirs doit permettre l'augmentation de la participation active des personnes à la vie politique, au renforcement des solidarités, aux activités bénévoles et à la création culturelle.

Il faut également relever significativement le montant du salaire minimum légal, des salaires moyens et des allocations sociales. En revanche, il faut fixer un plafond très strict pour les rémunérations des dirigeants des entreprises, qu'elles soient privées ou publiques, rémunérations qui atteignent des sommets absolument inacceptables. Il s'agit d'interdire les bonus, les stock-options, les retraites « chapeau » et autres avantages injustifiés dérogatoires. Il convient d'instaurer un revenu maximum autorisé. Nous recommandons un écart maximum de 1 à 4 dans les revenus

(comme le recommandait Platon voici environ 2400 ans) avec une globalisation de l'ensemble des revenus d'une personne afin de les soumettre à l'impôt.

9. Des emprunts publics favorables à l'amélioration des conditions de vie, à la promotion des biens communs et rompant avec la logique de destruction environnementale

Un État doit pouvoir emprunter afin d'améliorer les conditions de vie des populations, par exemple en réalisant des travaux d'utilité publique et en investissant dans les énergies renouvelables. Certains de ces travaux peuvent être financés par le budget courant grâce à des choix politiques affirmés, mais des emprunts publics peuvent en rendre possibles d'autres de plus grande envergure, par exemple pour passer du « tout automobile » à un développement massif des transports collectifs, fermer définitivement les centrales nucléaires et leur substituer des énergies renouvelables, créer ou rouvrir des voies ferrées de proximité sur tout le territoire en commençant par le territoire urbain et semi-urbain, ou encore rénover, réhabiliter ou construire des bâtiments publics et des logements sociaux en réduisant leur consommation d'énergie et en leur adjoignant des commodités de qualité.

Il faut définir de toute urgence une politique transparente d'emprunt public. La proposition que nous avançons est la suivante : 1. la destination de l'emprunt public doit garantir une amélioration des conditions de vie, rompant avec la logique de destruction environnementale ; 2. le recours à l'emprunt public doit contribuer à une volonté redistributive afin de réduire les inégalités. C'est pourquoi nous proposons que les institutions financières, les grandes entreprises privées et les ménages riches soient contraints par voie légale d'acheter, pour un montant proportionnel à leur patrimoine et à leurs revenus, des obligations d'État à 0 % d'intérêt et non indexées sur l'inflation, le reste de la population pourra acquérir de manière volontaire des obligations publiques qui garantiront un rendement réel positif (par exemple, 3%) supérieur à l'inflation. Ainsi si l'inflation annuelle s'élève à 3%, le taux d'intérêt effectivement payé par l'Etat pour l'année correspondante sera de 6%. Une telle mesure de discrimination positive (comparable à celles adoptées pour lutter contre l'oppression raciale aux États-Unis, les castes en Inde ou les inégalités hommes-femmes) permettra d'avancer vers davantage de justice fiscale et vers une répartition moins inégalitaire des richesses.

10. Questionner l'euro

Le débat sur la sortie de l'euro pour une série de pays comme la Grèce est tout à fait nécessaire. Il est clair que l'euro est une camisole de force pour la Grèce, le Portugal ou encore l'Espagne. Si nous n'y accordons pas la même attention qu'aux autres propositions d'alternatives, c'est que le débat traverse et divise tant les mouvements sociaux que les partis de gauche. Notre préoccupation centrale est de rassembler sur le thème vital de la dette en laissant de côté temporairement ce qui nous divise.

11. Une autre Union européenne bâtie sur la solidarité

Plusieurs dispositions des traités qui régissent l'Union européenne, la zone euro et la BCE doivent être abrogées. Par exemple, il faut supprimer les articles 63 et 125 du traité de Lisbonne interdisant tout contrôle des mouvements de capitaux et toute aide à un État en difficulté. Il faut également abandonner le Pacte de stabilité et de croissance. Le MES (Mécanisme européen de stabilité) doit être éliminé. Au-delà, il faut remplacer les actuels traités par de nouveaux dans le cadre d'un véritable processus constituant démocratique afin d'aboutir à un pacte de solidarité des peuples pour l'emploi et l'environnement.

Il faut revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique de la BCE. L'incapacité du pouvoir politique à lui imposer de créer de la monnaie est un handicap très lourd. En créant cette BCE au-dessus des gouvernements et donc des peuples, l'Union européenne a fait un choix désastreux, celui de soumettre l'humain à la finance, au lieu de l'inverse.

Alors que de nombreux mouvements sociaux dénonçaient des statuts trop rigides et profondément inadaptés, la BCE a été contrainte de changer son fusil d'épaule au plus fort de la crise en modifiant

en urgence le rôle qui lui a été octroyé. Malheureusement, elle a accepté de le faire pour de mauvaises raisons : non pas pour que les intérêts des peuples soient pris en compte, mais pour que ceux des créanciers soient préservés. C'est bien la preuve que les cartes doivent être rebattues : la BCE et les banques centrales des Etats doivent pouvoir financer directement des États soucieux d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux qui intègrent parfaitement les besoins fondamentaux des populations.

Aujourd'hui, des activités économiques très diverses, comme l'investissement dans la construction d'un établissement hospitalier ou un projet purement spéculatif, sont financées de manière similaire. Le pouvoir politique doit imposer des coûts très différents aux uns et aux autres : des taux bas doivent être réservés aux investissements socialement justes et écologiquement soutenables, des taux très élevés, voire rédhibitoires quand la situation l'exige, pour les opérations de type spéculatif, qu'il est également souhaitable d'interdire purement et simplement dans certains domaines.

Une Europe bâtie sur la solidarité et la coopération doit permettre de tourner le dos à la concurrence et à la compétition, qui tirent « vers le bas ». La logique néolibérale a conduit à la crise et révélé son échec. Elle a poussé les indicateurs sociaux à la baisse : moins de protection sociale, moins d'emplois, moins de services publics. La poignée de ceux qui ont profité de cette crise l'ont fait en piétinant les droits de la majorité des autres. Les coupables ont gagné, les victimes paient ! Cette logique, qui sous-tend tous les textes fondateurs de l'Union européenne, doit être battue en brèche. Une autre Europe, axée sur la coopération entre États et la solidarité entre les peuples, doit devenir l'objectif prioritaire. Pour cela, les politiques budgétaires et fiscales doivent être non pas uniformisées, car les économies européennes présentent de fortes disparités, mais coordonnées pour qu'enfin émerge une solution « vers le haut ». Des politiques globales à l'échelle européenne, comprenant des investissements publics massifs pour la création d'emplois publics dans des domaines essentiels (des services de proximité aux énergies renouvelables, de la lutte contre le changement climatique aux secteurs sociaux de base), doivent s'imposer. Une autre politique passe par un processus coordonné par les peuples afin d'adopter une Constitution pour construire une autre Europe.

Cette autre Europe démocratisée doit œuvrer pour imposer des principes non négociables : renforcement de la justice fiscale et sociale, choix tournés vers l'élévation du niveau et de la qualité de vie de ses habitants, désarmement et réduction radicale des dépenses militaires, choix énergétiques durables sans recours au nucléaire, refus des organismes génétiquement modifiés (OGM). Elle doit aussi résolument mettre fin à sa politique de forteresse assiégée envers les candidats à l'immigration, pour devenir un partenaire équitable et véritablement solidaire à l'égard des peuples du sud de la planète. Le premier pas dans ce sens doit consister à annuler la dette du tiers-monde de manière inconditionnelle. L'annulation de la dette est décidément un dénominateur commun à toutes les luttes qu'il est urgent de mener au Nord comme au Sud.

Notes

|1| Christiane Marty, « Impact de la crise et de l'austérité sur les femmes : des raisons de s'indigner et se mobiliser »

|2| Voir http://www.cadtm.org/Le-CADTM-denon...

|3| Voir Les Echos, http://www.lesechos.fr/economie-pol... . Voir également Reuters, http://www.reuters.com/article/2012...

|4| Éric Toussaint, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent, CADTM-Syllepse-Cetim*, 2006, chapitre 4.

|5| Pensons à l'Irlande qui pratique un taux de seulement 12,5 % sur les bénéfices des sociétés. En France, le taux réel d'imposition des entreprises du CAC 40 n'est que de 8%...

|6| Signalons que ce taux de 90 % avait été imposé aux riches à partir de la présidence de Franklin

Roosevelt aux États-Unis dans les années 1930. En France, il avait été décidé en 1924, puis à la veille de la seconde guerre mondiale.

|7| Damien Millet et Éric Toussaint, *La Crise, quelles crises ?*, Aden-CADTM, 2010, chapitre 6.

|8| Les ventes à découvert permettent de spéculer sur la baisse d'un titre en vendant à terme ce titre alors qu'on n'en dispose même pas. Les autorités allemandes ont interdit les ventes à découvert alors que les autorités françaises et celles d'autres pays sont opposées à cette mesure.

Damien Millet (professeur de mathématique, porte-parole du CADTM France) et **Eric Toussaint** (docteur en sciences politiques, président du CADTM Belgique, membre du Conseil scientifique d'ATTAC France). Damien Millet et Eric Toussaint ont dirigé le livre collectif *La Dette ou la Vie*, Aden-CADTM, 2011, qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.